



TABLEAU DE BORD économique de l'Ile-de-France

L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE A BIEN RÉSISTÉ DÉBUT 2022

Dans un contexte marqué par la vague omicron puis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'activité francilienne a globalement bien résisté au premier trimestre 2022. L'emploi salarié privé a continué à croître en Ile-de-France début 2022 et dépasse désormais de 1,7 % son point haut d'avant la pandémie ; parallèlement, le taux de chômage francilien s'est réduit de 0,1 point pour se fixer à 7,0 % et a ainsi retrouvé un niveau comparable à ceux de début 2009. Pour autant, l'intérim a marqué le pas en fin de trimestre ; par ailleurs, même s'il est toujours faible, le nombre de défaillances d'entreprises est reparti à la hausse en Ile-de-France début 2022. Au plan sectoriel, les tendances sont hétérogènes : les commercialisations de bureaux en Ile-de-France cumulées sur douze mois ont repassé le cap des 2 000 000 m² pour la première fois depuis début 2020 tandis que l'activité hôtelière est restée plus affectée par les conséquences de la crise dans la région-capitale que dans les autres régions de l'hexagone.

Conjoncture française

Après que la croissance s'est déjà nettement modérée au quatrième trimestre 2021 (+ 0,4 %, après + 3,2 % au trimestre précédent), le PIB hexagonal s'est contracté de 0,2 % au premier trimestre 2022 ; en effet, si la contribution du commerce extérieur est restée positive, celle de la demande intérieure a tiré son évolution vers le bas. Dans ce contexte, l'emploi salarié privé a certes encore augmenté au premier trimestre 2022 (+ 0,3 % sur un trimestre) mais le nombre de créations nettes d'emplois s'est fortement réduit (69 585, après 169 278 fin 2021) ; parallèlement, le taux de chômage s'est réduit de 0,1 point début 2022 à la fois en France métropolitaine et sur l'ensemble de la France (soit respectivement 7,1 % et 7,3 %) et côtoie ses points bas d'avant la crise financière de 2008.

Tendances à court terme

En dépit d'un contexte très incertain, l'économie francilienne a continué à faire preuve de résilience au printemps dernier, tant dans les services que dans le bâtiment ou encore dans l'industrie. La persistance des problématiques d'approvisionnement continue toutefois de tempérer l'optimisme des chefs d'entreprise franciliens ; par ailleurs, les difficultés de recrutement représentent toujours, pour de nombreux secteurs d'activité, un frein à la croissance ; surtout, les conséquences macroéconomiques de la guerre en Ukraine maintiennent les tensions sur les cours des matières premières et sur les prix à la consommation. Ainsi, l'inflation est au plus haut en France depuis les années 1980 : elle s'est fixée, selon la première estimation de l'Insee, à + 5,8 % en mars.

Juillet 2022

Période sous revue : 1^{er} trimestre 2022

Un centre d'observation de

CCI PARIS ILE-DE-FRANCE
PROSPECTIVE

**CROCIS**
L'économie en Ile-de-France
Chiffres, analyses, tendances

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Indice de la production nationale industrielle

1^{er} trimestre 2022 - glissement annuel

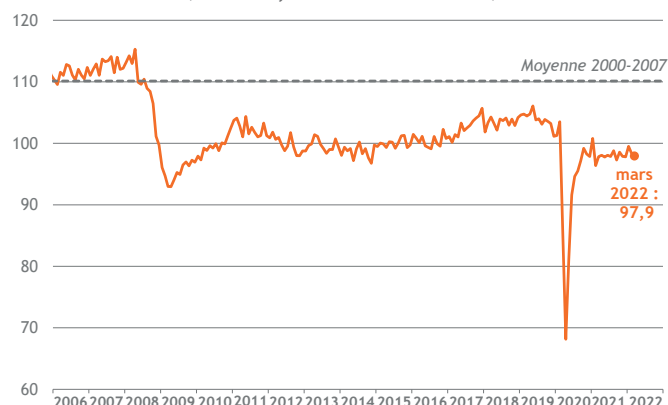
+ 0,3 %

L'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal plafonne depuis l'automne 2020 et n'est jamais parvenu à retrouver ses niveaux pré-pandémie (son niveau de mars dernier était encore inférieur de 5,4 % à celui de février 2020) : au premier trimestre 2022, la production n'a ainsi augmenté en moyenne que de 0,5 % par rapport au trimestre précédent et de 0,3 % par rapport au premier trimestre 2021, notamment à cause des difficultés d'approvisionnement.

Au plan sectoriel, les évolutions sont restées très contrastées : début 2022, la fabrication d'automobiles a notamment été inférieure de 16,6 % à son niveau du premier trimestre 2021, tandis que la fabrication de textile et habillement a augmenté dans le même temps de 11,8 %.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

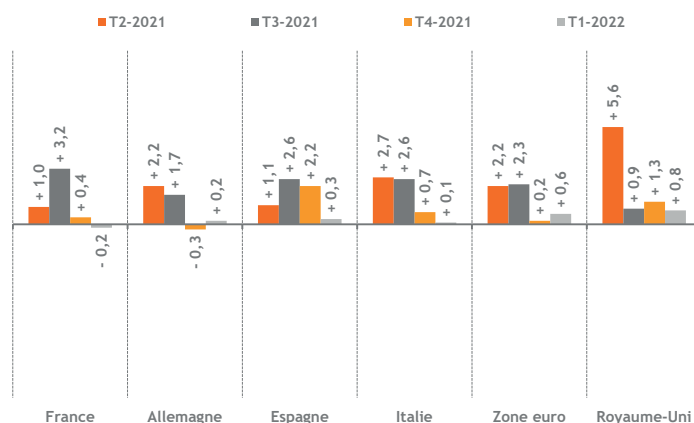
La conjoncture européenne

1^{er} trimestre 2022 - PIB de la zone euro

+ 0,6 %

Après avoir nettement ralenti fin 2021, la croissance européenne a légèrement rebondi au premier trimestre 2022 mais elle est restée peu dynamique ; ainsi, le PIB a augmenté de 0,6 % dans la zone euro et de 0,7 % dans l'Union européenne (UE). Parmi les principales économies continentales, les évolutions ont été particulièrement faibles. En effet, la croissance espagnole n'a atteint que 0,3 % tandis que le PIB français reculait de 0,2 % ; l'Allemagne et l'Italie ont quant à elles affiché des hausses de PIB de seulement 0,2 % et 0,1 %. De l'autre côté de la Manche, la croissance s'est élevée à + 0,8 %. Parallèlement, le taux de chômage européen s'est encore réduit début 2022, pour atteindre en mars 6,8 % dans la zone euro et 6,2 % dans l'UE.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et OCDE

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2018 (en milliards d'euros - Insee)	726,2	2 360,7 France métrop. : 2 316,7	30,8 % (31,3 %)
PIB/habitant 2018 (en euros)	59 387	35 252 (France métrop. : 35 763)	-
PIB/emploi 2018 (en euros)	112 555	83 204 (France métrop. : 83 625)	-
Emplois salariés privés (1 ^{er} trimestre 2022 - Insee)	4 964 594	20 597 331 (France métrop. : 20 200 272)	24,1 % (24,6 %)
Taux de chômage (1 ^{er} trimestre 2022 - Insee)	7,0 %	7,3 % (France métrop. : 7,1 %)	-

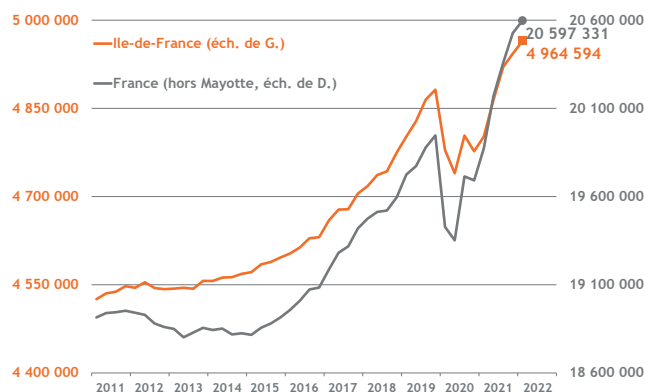
Emploi salarié privé

1^{er} trimestre 2022 - glissement annuel

+ 3,4 %

Après avoir perdu plus de 100 000 unités en 2020, l'emploi salarié privé francilien a été favorablement orienté dès le début de 2021 et a retrouvé son niveau d'avant-crise au début de l'automne dernier. Depuis, il continue à augmenter : au premier trimestre 2022, il a crû de 0,4 % sur un trimestre et de 3,4 % sur un an. Il est à noter que le nombre de créations nettes en Ile-de-France a été équivalent début 2022 à celui de fin 2021 (21 398 contre 22 887) tandis qu'il a marqué le pas au niveau national (69 585 après 169 278). Pour autant, le rebond de l'emploi après crise sanitaire est moins soutenu en Ile-de-France qu'au plan national : l'emploi salarié privé en France est d'ores et déjà supérieur de 3,3 % à son point haut d'avant la pandémie alors que la hausse n'est que de 1,7 % en Ile-de-France.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

mars 2022 - glissement annuel

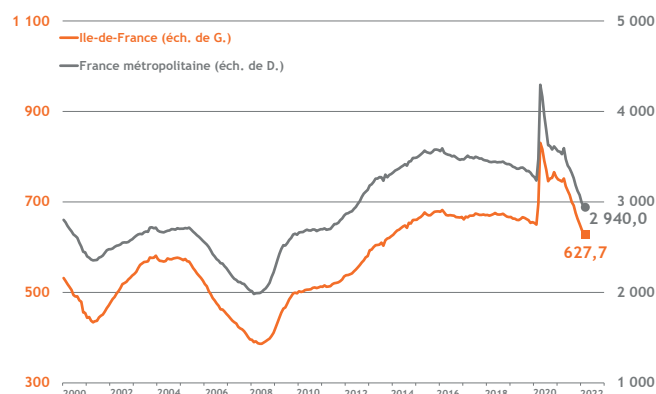
- 15,8 %

Très nettement reparti à la hausse en mars et en avril 2020 pour atteindre jusqu'à 830 540 unités, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France s'est ensuite réduit en plusieurs phases ; il est finalement repassé sous son niveau d'avant-crise (649 870 en février 2020) en janvier dernier et s'est replié même jusqu'à 627 650 en mars (soit un repli de 15,8 % sur un an).

Au plan national, le reflux du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité a été plus rapide qu'en Ile-de-France : en mars 2022, le volume de demandeurs d'emploi en catégorie A était en recul de 16,7 % sur un an et était déjà inférieur de 9,2 % à celui de février 2020 (contre - 3,4 % dans la région-capitale).

Note : la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

Taux de chômage

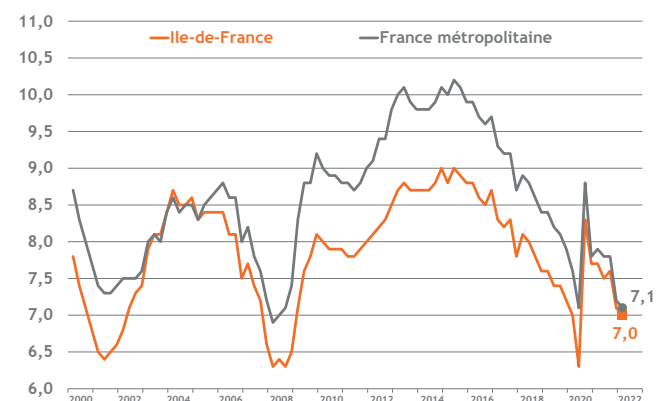
1^{er} trimestre 2022

7,0 %

Alors qu'il avait très peu évolué au cours des neuf premiers mois de 2021, le taux de chômage s'est replié de 0,5 point au quatrième trimestre 2021 avant de se réduire de 0,1 point supplémentaire au premier trimestre 2022. A 7,0 %, il est inférieur de 0,2 point à celui du quatrième trimestre 2019 et a retrouvé ses niveaux de début 2009. Au plan national, la tendance récente est très similaire et le taux de chômage en France métropolitaine s'est élevé à 7,1 % au premier trimestre 2022.

La faiblesse de l'écart entre les taux de chômage en Ile-de-France et en France métropolitaine est inédite depuis la période 2003-2005 (i.e. les années ayant suivi l'éclatement de la bulle internet) alors que l'écart a atteint jusqu'à 1,3 point, au profit de la région-capitale, fin 2012 – début 2013.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

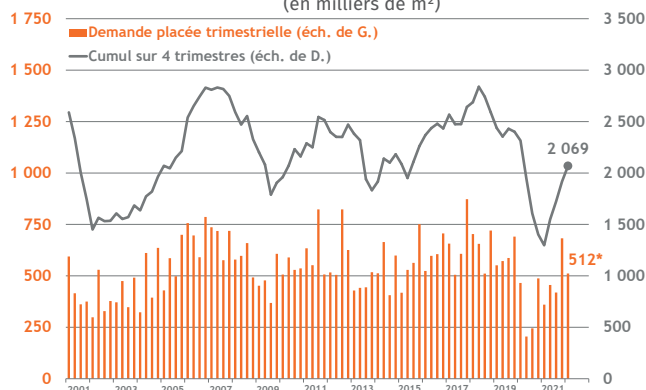
Immobilier d'entreprises

1^{er} trimestre 2022 - Surfaces de bureaux commercialisés

511 600 m²

Dans la continuité des trimestres précédents, la demande placée de bureaux en Ile-de-France est restée bien orientée au premier trimestre 2022. Ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région se sont élevées à 511 600 m² début 2022, soit une hausse de 42,0 % par rapport au premier trimestre 2021 et un niveau inférieur de seulement 7,2 % aux 551 400 m² du premier trimestre 2019. Toutefois, les plus grandes transactions sont restées inférieures à 30 000 m² : 25 000 m² pour Enedis dans « Altiplano » à La Défense, 23 000 m² pour GRDF à Saint-Denis ou encore 21 725 m² pour le ministère des Finances dans « Envergure » à Romainville. En tout état de cause, même si l'impact de la crise sanitaire sur la consommation de bureaux semble durable, sur douze mois (d'avril 2021 à mars 2022), la demande placée en Ile-de-France a repassé le cap des 2 000 000 m² pour la première fois depuis début 2020.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le premier trimestre 2022

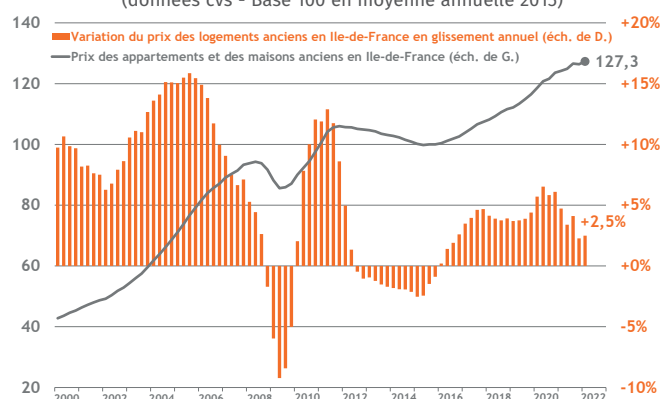
Prix des logements anciens

1^{er} trimestre 2022 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 2,5 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) est resté orienté à la hausse en Ile-de-France au premier trimestre 2022 mais le mouvement a confirmé son essoufflement. Ainsi, l'augmentation s'est élevée à 0,7 % sur un trimestre et à seulement 2,5 % sur un an. La demande pour certains biens (petite surfaces, appartements sans balcon, etc.), en particulier dans la capitale, reste en effet limitée ; surtout, les conditions de crédit sont désormais moins favorables et contraignent plus globalement la demande. L'augmentation des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 n'en atteint pas moins 27,6 %, cette tendance haussière étant toujours principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 28,8 % contre + 24,8 % pour les maisons).

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee
* : données provisoires pour le premier trimestre 2022

Emploi intérimaire

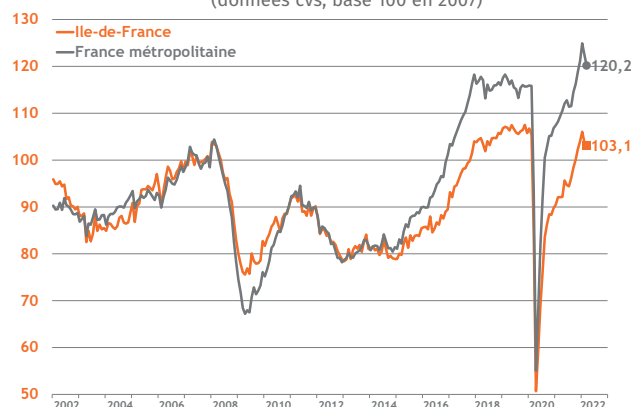
mars 2022 - glissement annuel

+ 11,9 %

Après avoir subi une chute brutale au printemps 2020 (passant de 135 316 en février à 65 080 en avril), le nombre d'emplois intérimaires en Ile-de-France s'est ensuite redressé progressivement. Toutefois, le premier trimestre 2022 est venu mettre un terme à cette tendance : en effet, l'emploi intérimaire dans la région s'est replié en février et en mars derniers et sa hausse en glissement annuel – qui était de 17,2 % en janvier – est retombée à 11,9 % en mars. A 132 332 unités, il est en retrait de 2,2 % par rapport à son niveau d'avant le début de la crise sanitaire ; au plan national, l'emploi temporaire a également amorcé un mouvement de baisse début 2022 mais, en mars dernier, l'intérim en France métropolitaine dépassait encore de 3,7 % son volume de février 2020.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

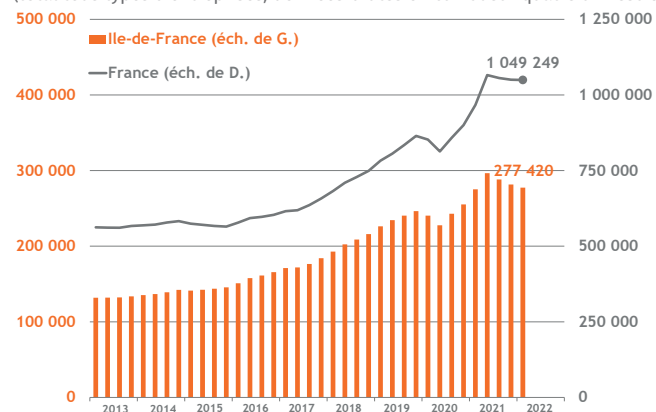
Créations d'entreprises

créations d'entreprises - 1^{er} trimestre 2022

**76
902**

Près de 77 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au premier trimestre 2022 ; ce volume a représenté une baisse de 5,2 % en glissement annuel, la troisième consécutive. Cette décélération a, de nouveau, été le fait des créations sous le régime du micro-entrepreneur (- 12,2 % début 2022) tandis que les créations « classiques » sont restées orientées à la hausse (+ 6,8 %). Par conséquent, le cumul sur douze mois des créations dans la région s'est encore éloigné du cap des 300 000 (277 420 d'avril 2021 à mars 2022). Au plan national, la tendance est également à la baisse mais le ralentissement est moins net : le volume total de créations d'entreprises y a diminué de seulement 0,4 % par rapport au premier trimestre 2021 (- 1,6 % pour les nouveaux micro-entrepreneurs et + 1,4 % pour les créations « classiques »).

Créations d'entreprises en Ile-de-France (total tous types d'entreprises, données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

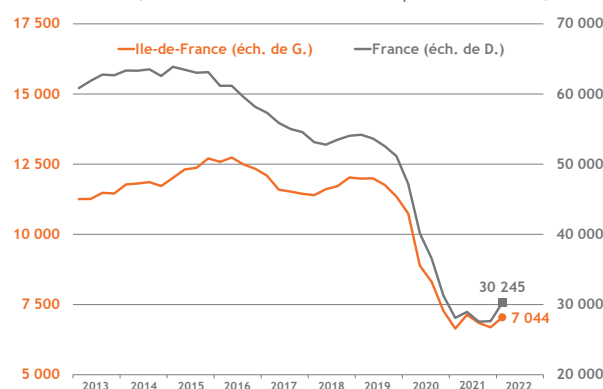
1^{er} trimestre 2022 - glissement annuel

+ 19,0 %

En phase de stabilisation en 2021, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France est reparti à la hausse début 2022 ; il a ainsi augmenté de 19,0 % au premier trimestre 2022 par rapport au même trimestre de 2021. Cependant, la comparaison se fait par rapport à des volumes très limités et le nombre de défaillances cumulé sur douze mois dans la région reste faible : 7 044 d'avril 2021 à mars 2022 contre 11 333 en 2019, dernière année avant la pandémie. Cette faiblesse s'explique en grande partie par les mesures de soutien aux entreprises pour faire face à la crise sanitaire. Au plan national, la tendance est aussi à hausse et le nombre de défaillances d'entreprises a bondi de 35,0 % en glissement annuel au premier trimestre 2022 ; il n'en reste pas moins très inférieur également à ses niveaux d'avant crise.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France

Dépenses de consommation des ménages

1^{er} trimestre 2022 - glissement annuel

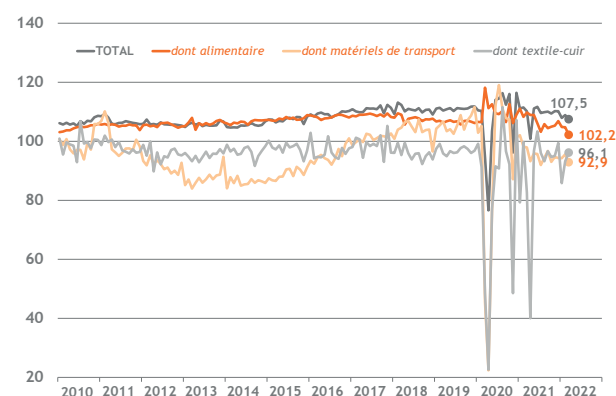
-2,6 %

Hésitantes au trimestre précédent, les dépenses de consommation en biens des ménages français ont fléchi au premier trimestre 2022 ; ainsi, début 2022, sur fond de hausse de l'inflation (4,5 % en mars), les dépenses de consommation en biens ont perdu 1,7 % comparativement à celles du quatrième trimestre 2021 et 2,6 % par rapport à celles du premier trimestre 2021.

Les dépenses alimentaires ont été particulièrement réduites puisqu'elles ont diminué à la fois sur un trimestre (- 1,7 %) et sur un an (- 5,3 %) ; dans le même temps, la consommation en textile et cuir s'est certes réduite de 4,8 % sur un trimestre mais est restée en hausse de 5,2 % en glissement annuel.

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 1^{er} trimestre 2022 - glissement annuel

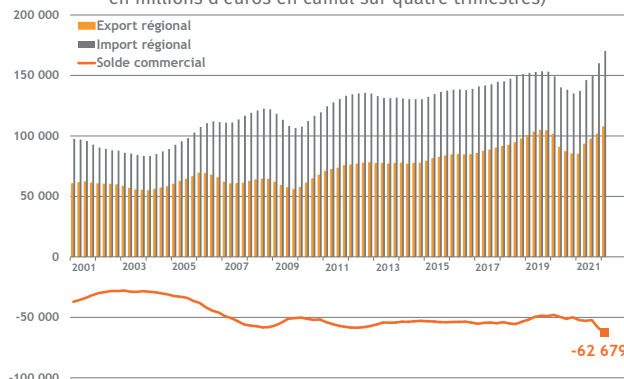
+ 26,1 %

Après avoir été orientées à la baisse du printemps 2020 au printemps 2021, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes sont vivement reparties à la hausse depuis ; ainsi, au premier trimestre 2022, elles ont augmenté de 26,1 % par rapport à la même période de 2021 et ont dépassé de 10,7 % celles du premier trimestre 2019. Toutefois, les importations ont parallèlement crû encore plus nettement : + 27,7 % par rapport au premier trimestre 2021 et + 21,9 % par rapport au premier trimestre 2019. Le niveau élevé de l'inflation et la perte de valeur de l'euro face au dollar expliquent en grande partie ces évolutions. Dans ce contexte, le déficit commercial francilien s'est encore creusé et a atteint 62,7 milliards d'euros sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2021 à mars 2022).

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

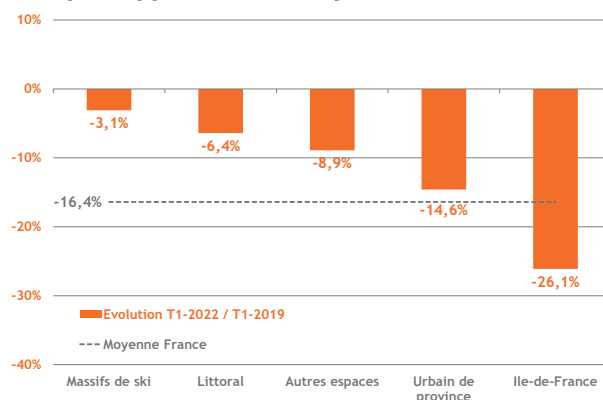
Hôtellerie

millions de nuitées dans les hôtels franciliens - 1^{er} trimestre 2022

11,1

Au premier trimestre 2022, l'activité touristique est restée plus affectée par les conséquences de la crise en Ile-de-France que dans les autres régions de l'hexagone. Ainsi, le nombre de nuitées hôtelières dans la région-capitale de janvier à mars derniers (11,1 millions) a été inférieur de 26,1 % à son niveau de la même période de 2019 ; même si son ampleur est moins marquée qu'en 2020 et 2021, le repli n'en est pas moins resté quasiment deux fois plus conséquent que celui subi par les espaces urbains de province (- 14,6 %). L'absence de certaines clientèles internationales a continué à pénaliser la région-capitale (- 35,9 % pour ce segment au premier trimestre 2022 par rapport au même trimestre de 2019) ; de même, les professionnels qui fréquentaient les salons, les congrès, etc. avant la pandémie n'ont encore que partiellement fait leur retour (- 31,5 % pour les nuitées d'affaires en Ile-de-France).

Évolution du nombre de nuitées hôtelières au premier trimestre 2022 par rapport à la même période de 2019 (en %)



Source : Insee

Trafic aéroportuaire

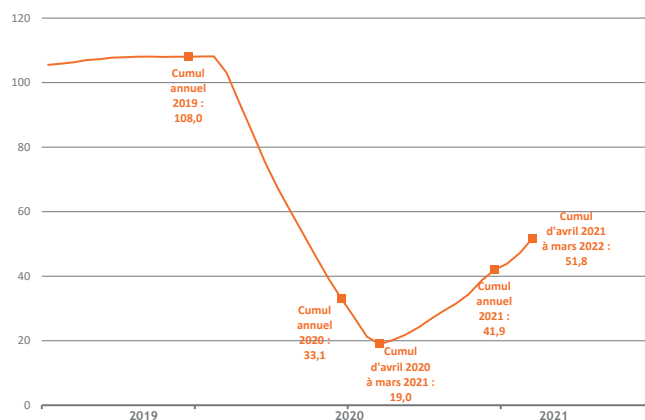
trafic passagers - 1^{er} trimestre 2022 - glissement annuel

+ 211,8 %

Après s'être trouvé quasiment à l'arrêt au printemps 2020, puis être resté très limité pendant plusieurs mois, le trafic passagers de Paris Aéroport se redresse peu à peu depuis le point bas atteint en mars 2021 ; ainsi, au premier trimestre 2022, il a plus que triplé (+ 211,8 %) par rapport à la même période de 2021 ; il n'en est pas moins resté inférieur de 22,4 % et de 38,7 % à ses niveaux des premiers trimestres 2020 et 2019. Le nombre de passagers à Roissy et Orly s'est ainsi élevé à 14,6 millions de janvier à mars 2022 et à 51,8 millions sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2021 à mars 2022). Les résultats déjà disponibles pour le printemps 2022 montrent que, malgré la guerre en Ukraine et des difficultés pour reconstituer les effectifs, l'amélioration se poursuit et le trafic passagers de Paris Aéroport de juin 2021 à mai 2022 a atteint 63,4 millions.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(en cumul sur 12 mois)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Tensions grandissantes sur les approvisionnements et les prix

Dans un contexte marqué, sur le plan sanitaire, par la diffusion du variant omicron et, sur le plan géopolitique, par le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'activité industrielle francilienne a marqué le pas au premier trimestre 2022. Si la plupart des secteurs ont seulement connu un léger ralentissement de leur activité, la fabrication de matériels de transport et la métallurgie ont, pour leur part, subi un recul plus marqué ; le conflit en Ukraine est en effet venu souligner davantage les tensions déjà apparues précédemment sur les approvisionnements et les prix. Malgré tout, le taux d'utilisation de l'outil de production dans la région s'est établi en fin de période à 77 % dans la région, soit un niveau comparable à sa moyenne de long terme. Pour les mois à venir, les industriels qui s'appuient sur des carnets de commandes étoffés se montrent globalement confiants.

Bâtiment et travaux publics

Rebond dans les travaux publics

L'activité du BTP a été globalement favorable en Ile-de-France au premier trimestre 2022. Ainsi, dans les travaux publics, l'activité a rebondi début 2022 malgré un contexte marqué par les tensions inflationnistes et par les obstacles à l'approvisionnement pour de nombreux matériaux ; dans le bâtiment, le volume des travaux a été en croissance dans le second-œuvre tandis que le secteur du gros-œuvre a évolué par à-coups. Il est à noter que les chefs d'entreprise font toujours état de difficultés de recrutement, nécessitant un recours à la sous-traitance et au personnel intérimaire pour la poursuite de certains chantiers. Pour les mois à venir, les chefs d'entreprise du BTP franciliens se montrent prudents.

Services marchands non financiers

Nouvelle hausse de l'activité début 2022

Dans la continuité des trimestres précédents, l'activité des services marchands franciliens a été favorablement orientée au premier trimestre 2022 même si des disparités se sont maintenues d'un secteur à l'autre ; le secteur des transports routiers de marchandises a notamment subi un léger repli tandis que l'hôtellerie-restauration et l'évènementiel ont poursuivi leur redressement, accéléré par la levée des restrictions sanitaires en fin de période.

À court terme, les inquiétudes des chefs d'entreprise des services relatives aux tensions sur les coûts et aux difficultés rencontrées par leurs clients se font plus vives.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

Marne-La-Vallée, La Défense et Saclay attirent particulièrement les investisseurs étrangers

L'implantation d'établissements dépendant de groupes étrangers peut constituer un levier pour le développement économique ; elle est un signe d'attractivité pour un territoire en illustrant sa capacité à offrir à des grands groupes internationaux les conditions de réussite des projets et investissements.

En 2018, 16 560 établissements franciliens employant un peu plus de 573 000 salariés dépendent d'un groupe étranger. Au sein de la France métropolitaine, l'Ile-de-France regroupe ainsi près d'un tiers des emplois dépendant de l'étranger. Dans les autres régions, la présence étrangère représente des volumes nettement moindres : les emplois sous contrôle étranger en Ile-de-France sont aussi nombreux que les effectifs d'Auvergne-Rhône-Alpes (227 000), de Grand Est (184 000) et des Hauts-de-France (165 000) réunis.

Par ailleurs, plus encore qu'en province, les États-Unis sont le premier employeur étranger en Ile-de-France. En 2018, 153 200 emplois dépendent d'un groupe américain dans la région. L'Ile-de-France regroupe ainsi 4 emplois français sous contrôle américain sur 10. D'autres pays, comme le Royaume-Uni, et dans une moindre mesure le Japon, sont surreprésentés dans l'économie francilienne. À l'inverse, le poids de l'Ile-de-France est moins important pour les emplois dépendants de pays de l'Union européenne : il se limite à 26 % pour l'emploi sous contrôle allemand ainsi que pour celui sous contrôle belge. De manière générale, l'Ile-de-France se distingue des autres régions françaises par une palette de nationalités plus large, en lien avec son ouverture vers l'international. Ainsi, 95 nationalités sont représentées parmi les investisseurs étrangers implantés en Ile-de-France contre 62 dans la seconde région, Auvergne-Rhône-Alpes.

Parallèlement, la région capitale est davantage attractive pour les investisseurs internationaux exerçant des activités de services : elle concentre notamment 74 % des emplois étrangers dans les activités immobilières : de même, la région regroupe 60 % des emplois sous contrôle étranger dans le secteur des activités financières et d'assurance. Dans le secteur de l'industrie, la région apparaît moins attractive pour les groupes étrangers : elle n'accueille notamment que 6 % des emplois étrangers dans la fabrication de matériels de transport alors que le quart des emplois français du même secteur y sont situés.

Il est à noter que le taux de dépendance à l'égard de l'étranger est assez faible à Paris comparativement à d'autres territoires : il s'élève à 12,7 % alors qu'il atteint 24,6 % dans la zone d'emploi de Paris Ouest La Défense et même 28,7 % dans celle de Marne-la-Vallée.

Entre 2008 et 2018, les effectifs salariés des établissements sous contrôle étranger ont diminué de 8,2 % en Ile-de-France alors que ceux des entreprises françaises ont progressé de 6,8 %. Pour les multinationales étrangères, l'emploi salarié a principalement diminué entre 2008 et 2010, soit au cours de la période qui a suivi la crise financière mondiale de 2008. Dans certaines zones d'emploi, l'emploi dépendant de l'étranger a toutefois augmenté entre 2008 et 2018. C'est le cas par exemple de Saclay, d'Évry ou encore de Marne-la-Vallée.

Pour en savoir plus :

« Marne-La-Vallée, La Défense et Saclay attirent particulièrement les investisseurs étrangers », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°235, juillet 2022, étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Julien TUILLIER
 Industrie - Démographie d'entreprises - Enquêtes : Yves BURFIN
 Conjoncture - Benchmark européen - Tourisme : Mickaël LE PRIOL
 Services - Commerce - Développement durable : Bénédicte GUALBERT
 Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
 PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
 Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
 Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
 Rédacteurs en chef : Isabelle SAVELLI & Julien TUILLIER
 Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
 Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépôt légal : Juillet 2022

ISSN : 1266-3255